

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 503

**15 MARS 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant modification et exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984, organisant les relations sociales
dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, § 3, 5 et 6;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), notamment les articles 9, § 4, et 23, alinéa 2;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux relations internationales, notamment l'article 1er;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), notamment l'article 19, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale auprès de l'Institut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'accord du Ministre Président de l'Exécutif de la Communauté française, compétant en matière de personnel et de budget, donné le 21 décembre 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures et de notre Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

TITRE Ier. — Dispositions générales

CHAPITRE Ier. — Dispositions préliminaires

Article 1er. Dans le présent arrêté :

1° les mots « l'arrêté du 5 avril 1984 » désignent l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;

2° les mots « membres du personnel » désignent les personnes auxquelles le régime institué par l'arrêté du 5 avril 1984 est applicable;

3° les mots « organismes » désignent les organismes d'intérêt public, aux membres du personnel desquels le régime institué par l'arrêté du 5 avril 1984 est rendu applicable;

4° les mots « conditions de représentativité » désignent les conditions préalables d'aptitude à la représentativité énoncées à l'article 8, 1°, 2° et 3° de l'arrêté du 5 avril 1984;

5° les mots « critère de représentativité » désignent le critère en matière d'effectifs syndicaux visés à l'article 8, 4°, de l'arrêté du 5 avril 1984;

6° les mots « la Commission » désignent la commission de vérification de la représentativité visée à l'article 9 de l'arrêté du 5 avril 1984;

7° les mots « le Ministre » désignent le membre de l'Exécutif qui a le personnel dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Dispositions communes à la négociation et à la concertation

Art. 2. § 1er. La négociation prévue à l'article 2 de l'arrêté du 5 avril 1984 et la concertation prévue à l'article 6 du même arrêté ne sont pas requises :

1° lorsque la mesure à prendre concerne l'organisation de la sécurité ou de la défense nationale;

2° en cas de calamités naturelles au sens de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

3° en cas d'accidents ou de fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies, les épizooties, au sens de l'article 3, 5°, du titre XI du décret des 18-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

4° dans les autres cas déterminés par l'Exécutif, après négociation, conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 avril 1984.

§ 2. L'autorité est tenue de motiver, pour chacune des mesures visées au paragraphe 1er, sa décision de ne pas procéder à la négociation ou à la concertation.

Art. 3. Les mesures prises à la suite de la négociation ou de la concertation mentionnent la date du protocole ou de l'avis motivé, visés respectivement à l'article 10, § 2 de l'annexe 1 de l'arrêté du 5 avril 1984 et de l'article 6, § 1er, alinéa 3 du même arrêté.

TITRE II. — Activités syndicales

CHAPITRE Ier. — De l'agrément

Art. 4. § 1er. Les organisations syndicales sont agréées auprès de l'organisme d'intérêt public dont relève le personnel dont elles défendent les intérêts professionnels, dès qu'elles ont fait parvenir, sous pli recommandé à la poste, une copie de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables au président du comité de négociation créé pour l'organisme, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 5 avril 1984.

§ 2. Dès la réception de ces documents, le président du comité de négociation en transmet copie au fonctionnaire dirigeant de l'organisme intéressé, et fait publier au *Moniteur belge* la dénomination, l'adresse, le numéro de téléphone et le champ d'activité de chaque organisation syndicale agréée. Il fait publier de même les modifications apportées à ces indications.

Art. 5. § 1er. Les organisations syndicales cessent d'être agréées si elles ne portent pas à la connaissance de l'autorité compétente, visée à l'article 4, § 1er dans les trois mois, les modifications apportées à leurs statuts ou à la liste de leurs dirigeants responsables.

§ 2. Le retrait procède d'une décision motivée de ladite autorité compétente. L'organisation syndicale est préalablement invitée à faire présenter des explications par un ou plusieurs de ses dirigeants responsables.

§ 3. Dans les dix jours qui suivent la décision de retrait, l'organisation syndicale est avisée par pli recommandé à la poste. La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — *Les prérogatives des organisations syndicales**Section 1re. — Les prérogatives des organisations syndicales agréées*

Art. 6. Tout membre du personnel peut, à tout moment, demander à être assisté par une organisation syndicale agréée.

Il n'en est pas moins tenu de faire immédiatement les déclarations que ses supérieurs hiérarchiques estiment devoir recueillir d'urgence, étant donné les nécessités impérieuses de fonctionnement du service.

Art. 7. Les avis des organisations syndicales agréées ne sont affichés dans les locaux du personnel des services dont elles défendent les intérêts professionnels, qu'après qu'ils ont été visés pour en avoir pris connaissance par l'agent désigné à cet effet par le fonctionnaire dirigeant de l'organisme.

Ce visa est donné immédiatement. Sans préjudice de l'article 56, le visa ne peut être refusé que si l'avis porte atteinte à la dignité des personnes, des institutions ou des autres organisations syndicales. Le refus motivé doit être communiqué dans les 24 heures à l'organisation syndicale, par lettre recommandée.

Un recours peut être introduit auprès du fonctionnaire dirigeant de l'organisme par les mandataires de l'organisation syndicale.

Les avis sont affichés à des endroits bien visibles, préalablement désignés par les autorités.

Art. 8. Les organisations syndicales agréées reçoivent, à leur demande et suivant les modalités fixées dans les comités de concertation, la documentation de caractère général qui concerne la gestion du personnel qu'elles représentent, à l'exclusion des documents qui ne peuvent être consultés que sur place.

Section 2. — Les prérogatives des organisations syndicales représentatives

Art. 9. Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme ou son délégué détermine de commun accord avec les organisations syndicales représentatives intéressées les modalités selon lesquelles celles-ci seront autorisées à percevoir les cotisations syndicales dans les locaux de service.

Art. 10. Toute organisation syndicale représentative a le droit de se faire représenter par un délégué auprès du jury de chaque concours ou examen de recrutement de membres du personnel, ainsi qu'auprès du jury de chaque concours, épreuve ou examen organisé pour les membres du personnel.

Le nombre de délégués peut toutefois être augmenté par le fonctionnaire dirigeant de l'organisme à la demande des organisations syndicales représentatives. La demande doit être motivée par l'importance de la participation aux épreuves, par la déconcentration de celles-ci ou par la division d'une épreuve en spécialités distinctes. Le délégué doit s'abstenir de toute intervention dans le déroulement normal du concours, de l'épreuve ou de l'examen et ne peut prendre part aux délibérations du jury, ni à ses réunions préparatoires, sauf pour y recevoir les informations que requiert sa présence aux épreuves ou relatives à l'organisation de celles-ci.

Le délégué peut toutefois faire acter ses remarques sur le déroulement des épreuves. Il peut prendre connaissance du procès-verbal des opérations. Les remarques qu'il fait acter constituent une annexe à ce procès-verbal.

Art. 11. Les organisations syndicales représentatives peuvent tenir des réunions, même pendant les heures de service, dans les locaux des organismes visés à l'article 1er de l'arrêté du 5 avril 1984.

Les lieux, jours et heures de ces réunions sont fixés de commun accord avec le fonctionnaire dirigeant de l'organisme ou son délégué.

TITRE III. — *De la négociation*CHAPITRE 1er. — *Des comités spéciaux*

Art. 12. § 1er. Il est créé un comité spécial chargé de régler les différends en matière d'informations financières, économiques et sociales fournies à la Commission d'Avis de la RTBF. En cas de désaccord au sein de ce comité le Président tranche.

§ 2. Il est créé un comité spécial chargé :

1. d'élaborer les directives générales relatives à l'application du régime institué par l'arrêté du 5 avril 1984 et plus particulièrement :
 - au fonctionnement des comités de négociation et de concertation;
 - aux prérogatives des organisations syndicales;
 - à l'intervention des délégués syndicaux dans les organismes auxquels le régime institué par l'arrêté du 5 avril 1984 est applicable.
2. d'émettre des avis sur les différends relatifs à l'application du régime institué par l'arrêté du 5 avril 1984 et le présent arrêté.

§ 3. Le Ministre peut créer les comités spéciaux qui s'avèrent nécessaires au bon fonctionnement du statut syndical des organismes.

Art. 13. Les comités spéciaux arrêtent leurs règles de fonctionnement sur base de l'annexe I de l'arrêté du 5 avril 1984. Ils se réunissent soit à la demande de leur président, des autorités gérant les organismes, ou d'une des délégations syndicales représentatives présentes dans un des comités de négociation d'organismes.

Art. 14. § 1er. A l'exception du comité spécial prévu à l'article 12, § 1er, les comités spéciaux sont présidés par le Ministre ou par son délégué. Le président du comité spécial prévu à l'article 12, § 1er est choisi par le Ministre pour un terme de trois ans renouvelable une fois, parmi les personnes compétentes en matière d'informations financières, économiques et sociales.

§ 2. Outre leur président, les comités spéciaux sont composés :

- 1° de plusieurs membres désignés par l'Exécutif parmi les membres du personnel des organismes concernés, en nombre égal au nombre de membres prévus au 2°.
- 2° d'un délégué au moins pour chaque organisation syndicale représentative dans l'organisme pour lequel les problèmes sont soulevés à l'ordre du jour du comité spécial.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes aux comités de négociation*

Art. 15. Chaque organisations syndicales compose librement sa délégation aux comités de négociation, dans les limites définies à l'annexe I de l'arrêté du 5 avril 1984.

Art. 16. Ni l'absence d'un ou de plusieurs membres de la délégation de l'autorité ni celle d'une ou de plusieurs délégations d'organisations syndicales, ne vicia la validité des négociations, dès lors qu'ils ont été régulièrement convoqués, dans les formes prescrites par les règles de fonctionnement des comités.

Art. 17. Les frais de fonctionnement de chaque comité sont à charge de l'organisme pour lequel il est compétent. Les frais de fonctionnement des comités spéciaux sont à charge des services du Ministre.

TITRE IV. — De la concertation

Art. 18. § 1er. Toutes les attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, sont exercées par les comités de concertation créés par services ou groupes de services ou, à défaut, par les comités généraux de concertation.

§ 2. Lorsque des membres du personnel d'un même organisme qui relèvent de plusieurs comités de concertation occupent les mêmes bâtiments, les attributions visées au paragraphe 1er, peuvent être confiées en tout ou en partie à des comités spéciaux de concertation, sur proposition du comité général de concertation dans le ressort duquel il sont créés.

Art. 19. Les membres du personnel chargés de la direction du service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail sont membres de droit de la délégation de l'autorité au sein des comités de concertation, chaque fois que ceux-ci exercent les attributions visées à l'article 18.

Art. 20. Chaque organisation syndicale compose librement ses délégations aux comités de concertation, dans les limites fixées à l'article 4, § 6, de l'arrêté du 5 avril 1984.

Art. 21. Ni l'absence d'un ou plusieurs membres de la délégation de l'autorité, ni celle d'une ou plusieurs délégations syndicales, ne vicie la validité des concertations, dès lors qu'ils ont été régulièrement convoqués, dans les formes prescrites par les règles de fonctionnement des comités.

Art. 22. Une copie des procès-verbaux définitifs de chaque réunion des comités de concertation par service ou groupes de services est adressée :

1. aux autorités intéressées;
2. au président et aux membres effectifs et suppléants du comité général de concertation, dans le ressort duquel ces comités de concertation ont été créés;
3. aux organisations syndicales représentatives.

Art. 23. Les motifs pour lesquels la décision d'une autorité s'écarte de l'avis motivé formulé par un comité de concertation, sont communiqués dans le mois aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales représentatives.

TITRE V. — Le contrôle de la représentativité

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 24. Pour l'application des articles 8 et 9 de l'arrêté du 5 avril 1984, il y a lieu d'entendre :

1. par « membre du personnel » :
les membres du personnel, définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagés sous contrat de travail, qui appartiennent à la « date de référence » définie ci-après, à un organisme qui relève du ressort d'un comité pour l'accès auquel une organisation syndicale est soumise à l'examen des critères de représentativité, à l'exception des personnes engagées dans le cadre du troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire;
2. par « liste du personnel » :
la liste de l'ensemble des membres du personnel définis au 1;
3. par « affilié cotisant » :
le membre du personnel, à l'exception des personnes engagées dans le cadre du troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire, qui a payé la cotisation syndicale pour chaque mois de « l'année de référence » définie ci-après, dans laquelle se situe la date de référence ;
4. par « date de référence » :
le 31 décembre de l'année qui précède celle dans laquelle se situe le début de chaque période de six ans visée à l'article 9, § 1er de l'arrêté du 5 avril 1984 ou, le cas échéant, le 31 décembre de l'année qui précède celle durant laquelle est introduite la demande d'un contrôle intermédiaire, visée à l'article 9, § 2 de l'arrêté du 5 avril 1984;
5. par « année de référence » :
l'année dans laquelle se situe la date de référence.

Art. 25. Le montant minimum de la cotisation individuelle mensuelle visée à l'article 10, 3^o de l'arrêté du 5 avril 1984 est calculé sur base du montant le plus bas qui figure à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères.

Le résultat de l'opération est arrondi au multiple de cinq inférieur. Les modifications apportées au montant le plus bas visé à l'alinéa 1er sont applicables pour le calcul du montant minimum de la cotisation individuelle mensuelle.

Art. 26. Le point de départ de la première des périodes de six ans visées à l'article 9, § 1er de l'arrêté du 5 avril 1984 est la date visée à l'article 70, 1^o.

CHAPITRE II. — Le contrôle des conditions de représentativité

Art. 27. Toute organisation syndicale qui souhaite siéger dans un comité de négociation introduit à cet effet une demande auprès du président du comité spécial prévu à l'article 12, § 2.

La demande est signée par un dirigeant responsable et envoyée sous pli recommandé à la poste dans les premiers trente jours de l'une des périodes de six ans visées à l'article 9, § 1er de l'arrêté du 5 avril 1984.

La tardiveté de la demande prive l'organisation de la faculté d'obtenir le contrôle de sa représentativité.

Art. 28. § 1er. Toute organisation syndicale affiliée à un syndicat représenté au Conseil national du Travail, qui demande à pouvoir siéger dans un comité de négociation et qui ne s'est pas conformée à l'article 12 de l'arrêté du 5 avril 1984, joint à sa demande ses statuts et la liste de ses dirigeants responsables.

Elle est par le fait même agréée auprès de l'organisme concerné. Elle est tenue de communiquer dans les trois mois, sous pli recommandé à la poste, au président auquel la demande pour siéger dans un comité de négociation a été adressée, les modifications qui seraient apportées à ses statuts et à la liste de ses dirigeants responsables.

§ 2. Le président du comité spécial prévu à l'article 12, § 2 assure, pour cette organisation, la transmission au fonctionnaire dirigeant de l'organisme intéressé et la publication au *Moniteur belge* des documents et informations respectivement visés à l'article 4, § 2.

Art. 29. Le président du comité spécial visé à l'article 12, § 2 vérifie, dans les trente jours de la réception de la demande, si l'organisation syndicale satisfait aux conditions de représentativité.

Dans l'affirmative, il communique immédiatement sa décision à l'organisation syndicale.

Dans la négative, ou s'il appert que les données fournies ne lui permettent pas de se prononcer, il communique sans délai ses constatations à l'organisation syndicale et l'invite à fournir des explications dans le délai, d'au moins trente jours, qu'il détermine.

Le non-respect de ce délai entraîne l'exclusion de la suite des opérations de contrôle.

Le président communique sa décision finale dans les dix jours de l'expiration de ce délai.

Les communications au président et aux organisations syndicales se font sous pli recommandé à la poste.

Art. 30. Dans un délai de dix jours après qu'il a statué sur toutes les demandes qui lui ont été régulièrement adressées pour siéger dans un comité de négociation, le président du comité spécial visé à l'article 12, § 2, communique à la Commission la liste des organisations syndicales qui satisfont aux conditions de représentativité.

CHAPITRE III. — *Le contrôle des critères de représentativité*

Art. 31. Pour prouver qu'elles satisfont au critère de représentativité, les organisations syndicales produisent à la Commission, à sa demande, les pièces nécessaires à cet effet, certifiées exactes par un dirigeant responsable.

La Commission examine les éléments de preuve qui lui sont soumis et fait les constatations nécessaires.

Art. 32. Les autorités responsables des organismes sont tenues de fournir à la Commission, dans les délais qu'elle fixe, tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 33. Les organisations syndicales sont tenues de fournir à la Commission, dans les délais qu'elle fixe et sous peine d'exclusion des opérations ultérieures de comptage, tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 34. Dès le début de ses opérations de contrôle, la Commission invite chaque organisation syndicale à désigner un délégué pour la représenter aux opérations de contrôle qui la concernent.

Art. 35. Dès que la Commission reçoit la liste des organisations syndicales qui demandent à siéger dans un comité de négociation, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 5 avril 1984, elle examine, pour ce comité, sans attendre les listes relatives à d'autres, quelles sont les organisations syndicales qui satisfont au critère de représentativité visé à l'article 8 de l'arrêté du 5 avril 1984.

Pour chaque comité de négociation, la Commission clôt son examen aussitôt que possible et au plus tard dans les trois mois de la réception de la liste visée à l'alinéa 1er.

Dans les dix jours qui suivent l'achèvement de l'examen relatif à un comité déterminé, la Commission communique la liste complète de toutes les organisations syndicales qui peuvent siéger dans ce comité :

1. au président du comité spécial prévu à l'article 12, § 2;
2. aux organisations syndicales intéressées, sous pli recommandé à la poste;
3. au fonctionnaire dirigeant de l'organisme intéressé.

Art. 36. Pour des raisons impérieuses et à la demande motivée de la Commission, le Ministre peut proroger, pour les comités de négociation qu'il désigne, les délais de trois mois prévus à l'article 35.

Art. 37. Le président du comité spécial prévu à l'article 12, § 2, fait publier au *Moniteur belge*, dans les dix jours de la réception de la notification visée à l'article 35, alinéa 3, la liste des organisations syndicales représentatives relatives au comité de négociation intéressé.

CHAPITRE IV. — *Le fonctionnement de la Commission*

Art. 38. Le Ministre met à la disposition de la Commission le personnel nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Il désigne dans ce personnel un secrétaire ainsi que des suppléants.

Art. 39. Les frais de fonctionnement de la Commission sont à charge du budget des services du Ministre.

Art. 40. § 1er. Les membres de la Commission bénéficient des dispositions applicables au personnel des ministères qui concernent les frais de parcours et de séjour, au sens de :

- l'arrêté royal du 24 décembre 1984 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères;
- l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;
- l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Ils sont, à cet effet, assimilés aux fonctionnaires des rangs 15 à 17.

§ 2. Les dispositions qui modifieraient, compléteraient ou remplaceraient les arrêtés énumérés au paragraphe 1er seront applicables de plein droit aux membres de la Commission.

Art. 41. La Commission renvoie aux organisations syndicales les pièces qu'elles avaient produites lorsque celles-ci ne sont plus nécessaires à l'exercice de sa mission de contrôle.

TITRE VI. — Des personnes qui participent à l'activité syndicale

CHAPITRE Ier. — *Énumération des délégués syndicaux*

Art. 42. Les délégués syndicaux comprennent :

1. les dirigeants responsables d'une organisation syndicale mentionnés dans une des listes visées aux articles 4 et 37;
2. les mandataires permanents de ces dirigeants responsables;
3. les « délégués permanents », c'est-à-dire les membres du personnel qui défendent de façon régulière et continue les intérêts professionnels du personnel et qui, en tant que tels, sont agréés et mis en congé;
4. les membres de la délégation d'une organisation syndicale représentée dans un comité de négociation ou de concertation, ainsi que les techniciens de ladite délégation;
5. les personnes désignées par une organisation syndicale afin d'exercer plus spécialement une ou plusieurs prérogatives qui ont été conférées à cette organisation en vertu des articles 7, 11 et 13 de l'arrêté du 5 avril 1984;
6. les membres du personnel qui participent aux travaux des commissions et comités généraux créés au sein d'une organisation syndicale;
7. le délégué d'une organisation syndicale auprès de la Commission.

CHAPITRE II. — *Des dirigeants responsables et de leurs mandataires permanents*

Art. 43. Les organisations syndicales envoient la liste des mandataires permanents de leurs dirigeants responsables, selon le cas, au président auquel elles ont envoyé conformément à l'article 4, les documents en vue d'être agréées, ou à celui auquel elles ont adressé, conformément à l'article 27, une demande afin de pouvoir siéger dans un comité de négociation.

Ledit président délivre aux dirigeants responsables et à leurs mandataires permanents une carte de légitimation, dont le modèle est fixé par le Ministre.

Munis de leur carte, les dirigeants responsables et leurs mandataires permanents peuvent exercer toutes les prérogatives accordées à leur organisation syndicale.

CHAPITRE III. — *Des délégués permanents*

Art. 44. L'agrément d'un membre du personnel en tant que délégué permanent doit être accordé par le fonctionnaire dirigeant de l'organisme, à la demande d'un dirigeant responsable de son organisation syndicale.

Toutefois, pour des raisons de service impérieuses, il peut être sursis à l'octroi de l'agrément pendant quatre mois au plus.

Si l'intéressé n'a, à la date de la demande d'agrément, obtenu aucun signalement, aucune appréciation ou aucun rapport équipollent, bien qu'à ce moment soit écoulé le délai dans lequel le régime qui lui est applicable prévoit l'attribution d'une telle mention, il est sursis à l'octroi de l'agrément pendant quatre mois au plus; durant cette période, une mention lui est attribuée. Passé le délai de quatre mois, l'agrément lui est accordé.

Le fonctionnaire dirigeant notifie sa décision dans les plus brefs délais à l'intéressé, à son supérieur hiérarchique et, sous pli recommandé à la poste, à l'organisation syndicale intéressée.

Art. 45. Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme qui agréé un membre du personnel en tant que délégué permanent, lui délivre une carte de légitimation, dont le modèle est fixé par le Ministre.

Muni de cette carte, le délégué permanent peut exercer toutes les prérogatives octroyées à son organisation syndicale.

Art. 46. L'agrément ne peut être retiré que par une décision motivée et fondée exclusivement sur des raisons graves, du président du comité spécial prévu à l'article 12, § 2.

Le président décide, sur avis du comité spécial prévu à l'article 12, § 2, après avoir entendu les explications fournies par le délégué permanent intéressé et par un ou plusieurs dirigeants de l'organisation syndicale intéressée.

Art. 47. Le président notifie sa décision au membre du personnel, à son supérieur hiérarchique et, sous pli recommandé à la poste, à l'organisation syndicale intéressée.

Art. 48. § 1er. Le membre du personnel, dès qu'il est agréé en qualité de délégué permanent, est de plein droit en congé syndical.

A ce titre, il n'est pas soumis à l'autorité hiérarchique. Il est néanmoins censé être en activité de service. Il demeure soumis aux dispositions qui déterminent ses droits personnels dans cette position, notamment son droit au traitement et à l'avancement de traitement et de grade.

§ 2. Le membre du personnel agréé en tant que délégué permanent auquel, à la date de son agrément, un régime de signalement, d'appréciation ou de rapport équipollent est applicable, maintient, pendant son congé syndical, la dernière mention qui lui était attribuée avant son agrément.

S'il n'a pas fait l'objet d'une telle mention avant son agrément bien que le régime qui lui était applicable à ce moment prévoyait un signalement, une appréciation ou un rapport équipollent, il ne peut, pendant son congé syndical, s'en voir attribuer une.

Le membre du personnel agréé en tant que délégué permanent auquel, à la date de son agrément, aucun régime de signalement, d'appréciation ou de rapport équipollent n'était applicable, est réputé titulaire de la mention la plus favorable attribuée à l'un des membres du personnel par rapport auquel il doit être apprécié, lorsque pendant son congé syndical, il est appelé à justifier d'une telle mention.

§ 3. Lorsque le délégué permanent est dépassé par un autre agent du même organisme, il obtient, en surnombre, à sa demande et selon les dispositions de son statut, une promotion ou tout autre avancement de grade ou de carrière analogue, lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- l'intéressé est en congé syndical depuis au moins deux ans en qualité de délégué permanent;
- l'agent promu est classé après l'intéressé :

1. dans le classement établi à l'ancienneté;
2. dans le classement prévu pour la promotion ou pour tout autre avancement de grade ou de carrière analogue, par leur statut propre.

La promotion ou tout autre avancement de grade ou de carrière analogue est octroyé au délégué permanent à la date de la promotion par laquelle il a été dépassé. La prise de rang éventuelle ne peut rétroagir au-delà de cette promotion.

Le délégué syndical ne peut bénéficier d'aucune nouvelle promotion pour dépassement sans compter l'ancienneté de grade requise pour une promotion par le statut du personnel de l'organisme.

§ 4. Il est mis fin au congé syndical du délégué permanent à sa demande ou lorsque son organisation syndicale le décide ou encore lorsque son agrément lui est retiré.

A l'expiration de son congé, le délégué permanent qui n'a obtenu aucune application du paragraphe 3 est réaffecté à l'emploi ou à la fonction qu'il occupait auparavant.

Le délégué permanent qui a obtenu l'application du paragraphe 3 est affecté à une fonction ou à un emploi vacant qui correspond à son grade, pour autant qu'il en réunisse les conditions ou, à défaut et jusqu'à ce que s'ouvre une telle vacance, à la fonction ou à l'emploi qu'il occupait avant son congé.

Art. 49. § 1er. Avant la fin de chaque trimestre, l'organisation syndicale rembourse à l'organisme une somme égale au montant global des rémunérations ou subventions-traitements, indemnités et allocations payées au délégué permanent ou versées à son profit au cours du trimestre précédent.

A cet effet, le fonctionnaire dirigeant de l'organisme communique à l'organisation syndicale le montant de la somme à verser, ainsi que la dénomination et le numéro de compte sur lequel elle doit être versée.

§ 2. L'autorité de gestion d'un organisme peut décider de renoncer à ce remboursement, selon les modalités qu'elle fixe, pour des délégués permanents siégeant dans un comité de concertation.

Art. 50. Si les versements visés à l'article 49 n'ont pas été effectués dans le délai qui y est fixé, le fonctionnaire dirigeant met l'organisation syndicale en demeure, sous pli recommandé à la poste, d'effectuer les versements nécessaires dans les quinze jours. L'organisation syndicale est préalablement invitée à faire présenter des explications par un ou plusieurs dirigeants responsables.

Si la suite donnée à la mise en demeure ou les explications du dirigeant responsable ne sont pas satisfaisantes, le fonctionnaire dirigeant en informe le président du comité spécial prévu à l'article 12, § 2.

Celui-ci, sur avis du comité spécial prévu à l'article 12, § 2, retire, par décision motivée, l'agrément du délégué permanent de l'organisation syndicale intéressée, pour lequel les versements n'ont pas été effectués.

CHAPITRE IV. — *Disposition commune aux dirigeants responsables, à leurs mandataires permanents et aux délégués permanents*

Art. 51. Le délégué syndical, à qui une carte de légitimation a été octroyée, renvoie celle-ci à l'autorité qui la lui avait délivrée, dès qu'il est mis fin à sa mission.

CHAPITRE V. — *Des autres délégués syndicaux*

Art. 52. § 1er. Sur présentation préalable à son supérieur hiérarchique d'une convocation occasionnelle, personnelle, ou d'un ordre de mission permanent émanant d'un dirigeant responsable, un membre du personnel-délégué syndical obtient de plein droit et pour la durée nécessaire à cet effet, un congé syndical pour participer aux travaux des comités de négociation ou de concertation dont il relève.

§ 2. Sur présentation préalable à son supérieur hiérarchique d'une convocation occasionnelle, personnelle ou d'un ordre de mission permanent émanant du président d'un comité de négociation ou de concertation, un membre du personnel obtient de plein droit et pour la durée nécessaire à cet effet, une dispense de service, pour participer aux travaux de ce comité.

§ 3. Les convocations et ordres de mission visés aux paragraphes 1er et 2 mentionnent le comité de négociation ou de concertation aux travaux duquel le membre du personnel est invité à participer. Les convocations occasionnelles indiquent en outre les lieux, jour et heure des réunions.

Le président du comité de négociation ou de concertation intéressé reçoit par l'intermédiaire du supérieur hiérarchique, copie des convocations et des ordres de mission visés au paragraphe 1er.

Il communique à leur supérieur hiérarchique le nom des membres du personnel qui s'absentent aux réunions.

Art. 53. Sur présentation préalable à leur supérieur hiérarchique d'une convocation personnelle émanant d'un dirigeant responsable, les membres du personnel obtiennent de plein droit et pour la durée nécessaire à cet effet un congé syndical pour participer aux travaux des commissions et comités créés au sein de l'organisation syndicale.

Art. 54. § 1er. Sur présentation préalable à son supérieur hiérarchique d'un ordre de mission ou d'un mandat personnel émanant d'un dirigeant responsable, un membre du personnel obtient, de plein droit et pour la durée nécessaire à cet effet, une dispense de service en vue de l'exercice d'une des prérogatives énumérées aux articles 7, 11 et 13 de l'arrêté du 5 avril 1984.

Lesdites prérogatives ne peuvent être exercées par le membre du personnel que dans le ressort du comité de négociation dont relève l'organisme qui l'occupe.

§ 2. Sur présentation préalable d'un ordre de mission ou d'un mandat personnel émanant d'un dirigeant responsable, toutes personnes autres que celles que vise le paragraphe 1er peuvent exercer les prérogatives visées audit paragraphe.

Art. 55. Sur demande préalable d'un dirigeant responsable adressée à l'autorité compétente, et sauf incompatibilité absolue avec les nécessités du service, les membres du personnel obtiennent, pour la durée nécessaire à cet effet, une dispense de service pour participer aux réunions organisées dans les locaux par les organisations syndicales représentatives.

CHAPITRE VI. — *Dispositions communes à tous les délégués syndicaux*

Art. 56. § 1er. Les délégués syndicaux sont tenus à la discrétion quant aux faits et documents à caractère confidentiel.

§ 2. Les délégués syndicaux ne peuvent pas divulguer des faits ou documents auxquels l'autorité compétente a préalablement attribué un caractère secret.

La violation de cette règle entraîne :

1. l'interdiction, pour le délégué syndical intéressé, d'exercer pendant un an les prérogatives visées aux articles 7, 11 et 13 de l'arrêté du 5 avril 1984;

2. s'il s'agit d'un délégué permanent, le retrait de son agrément et son rappel en service; il ne peut à nouveau être agréé en tant que délégué permanent qu'après un an.

Le retrait de l'agrément d'un délégué permanent, en vertu de l'alinéa 2, se fait conformément aux articles 46 et 47 et a automatiquement pour effet qu'il ne peut exercer pendant un an les prérogatives visées aux articles 7, 11 et 13 de l'arrêté du 5 avril 1984.

Pour les autres membres du personnel, l'application de la sanction prévue au paragraphe 2.1., est proposée par leur supérieur hiérarchique après que celui-ci a entendu le membre du personnel intéressé. La décision est prise par le président du comité spécial visé à l'article 12, § 2, après avis du comité de concertation de l'organisme dont l'agent relève.

§ 3. 1. Le caractère secret d'un document peut être contesté par les délégués d'une organisation représentative en comité de concertation.

2. En cas de désaccord en comité de concertation, le différend peut être soumis par une des parties au comité spécial créé en vertu de l'article 12, § 1er ou de l'article 12, § 2, suivant le cas.

Art. 57. Pendant la durée de son congé ou de sa dispense de service au sens du présent titre et pour l'exercice de sa mission syndicale, le membre du personnel délégué syndical est, pour l'application de la législation sur les accidents du travail et les accidents survenus sur le chemin du travail, présumé se trouver sur le lieu de l'exercice de ses fonctions.

Art. 58. Les dispositions qui concernent :

1. le régime et les sanctions disciplinaires;
2. la suspension dans l'intérêt du service;
3. la démission d'office;
4. le licenciement,

ne peuvent pas être appliquées aux délégués syndicaux pour les actes qu'ils accomplissent en cette qualité et qui sont directement liés aux prérogatives qu'ils exercent.

Ces actes ne peuvent influencer ni l'établissement, ni la modification de leur signalement, de toute appréciation ou de tout rapport équivalent.

TITRE VII. — Dispositions modificatives, transitoires et finales

CHAPITRE Ier. — Dispositions modificatives de lois antérieures

Art. 59. L'article 1er, § 4, d de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail est complété par l'alinéa suivant :

« Ne sont pas compris dans les institutions et les établissements visés à l'alinéa 4, les organismes d'intérêt public aux membres du personnel desquels le régime institué par l'arrêté du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française est applicable. »

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984

Art. 60. Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française :

1^o L'article 4, § 2, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Des comités de concertation peuvent être créés au sein de cet organisme, par service ou par groupe de services, par le Comité général de concertation. »

2^o L'article 4, § 5 est abrogé.

3^o L'article 4, § 6, alinéa 1er, 1^o et 2^o est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1^o d'un président désigné par l'autorité gérant l'organisme d'intérêt public. »

« 2^o de membres effectifs désignés à raison de deux membres pour chaque organisation syndicale représentative et un nombre équivalent de membres désignés par l'autorité gérant l'organisme d'intérêt public. »

4^o L'article 5 est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les décisions visant la prise de participation au capital d'une entreprise existante ou la création d'entreprise à laquelle participe la RTBF font l'objet d'une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives, au sein de la Commission d'Avis. »

Art. 61. Les modifications suivantes sont apportées à l'annexe I du même arrêté.

1^o L'article 7 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. Le Comité est tenu de mettre au point un protocole qui constitue la conclusion de la négociation, dans le délai de deux mois à partir du jour où le point est inscrit pour la première fois à l'ordre du jour d'une séance.

« Ce délai peut être prorogé de commun accord entre les délégations présentes.

« En cas d'urgence, il peut être ramené à dix jours ouvrables à la demande de la délégation de l'Exécutif. »

2^o Dans l'article 8, § 1er, les mots « et de protocole » et les mots « et les protocoles » sont supprimés.

3^o L'article 8, § 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Le président soumet les projets de protocole pour accord aux autres membres de la délégation de l'autorité, de même qu'aux organisations syndicales, dans les quinze jours qui suivent la clôture de la négociation.

« Les membres de la délégation de l'autorité et les organisations syndicales disposent de dix jours ouvrables, à compter de l'envoi sous pli recommandé à la poste du document, pour communiquer leurs observations au président; la date de la poste fait foi de l'envoi. Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de dix jours, le président peut modifier ce délai.

« Si aucune modification de texte n'est proposée, le projet devient le texte définitif du protocole.

« Dans le cas contraire, les observations sont examinées au cours d'une réunion qui se tient dans le mois qui suit le délai précité de dix jours.

« Le président rédige le texte définitif du protocole sur base de cet examen au cours de cette séance.

« Ce texte est paraphé par les délégations.

« Une copie du texte définitif du protocole est envoyée aux membres des délégations et aux organisations syndicales.

« Le président invite les membres des délégations et les organisations syndicales qui souhaitent signer le protocole à le faire dans le délai de trente jours.

« Le président peut prolonger ce délai après avoir entendu les organisations syndicales intéressées. »

4^o L'article 8 est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Si un point est examiné vu l'urgence, le texte du procès-verbal ou du protocole peut être rédigé et approuvé en séance. »

Art. 62. L'annexe III du même arrêté est complétée par les mentions suivantes :

V. Participations en capital ou création d'entreprise.

Communication ponctuelle de toute projet visant la participation au capital d'une entreprise existante ou la création d'une entreprise à laquelle participerait la RTBF. Cette communication a trait aux informations de base établies par référence aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise.

Communication annuelle, périodique ou occasionnelle des informations financières et économiques reconnues nécessaires, de commun accord, par référence aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1973.

Les dispositions qui modifieraient, complèteraient ou remplaceraient l'arrêté royal du 27 novembre 1973 seront applicables de plein droit.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Section 1re. — Dispositions temporaires

Art. 63. Par dérogation à l'article 24 et pour la première application des articles 8 et 9 de l'arrêté du 5 avril 1984, il y a lieu d'entendre par « liste du personnel » la liste de l'ensemble des membres du personnel définitif.

Art. 64. Par dérogation à l'article 24 et pour la première application des articles 9 et 10 de l'arrêté du 5 avril 1984, il y a lieu d'entendre par « affilié cotisant » le membre du personnel définitif qui a payé sa cotisation syndicale mensuellement, trimestriellement ou, à défaut, anticipativement pour les six derniers mois qui précèdent le mois dans lequel se situe la date de référence.

Art. 65. Pour la première application de l'article 27, alinéa 2, le délai de 30 jours se compte à partir de la date de l'entrée en vigueur de cet article.

Section 2. — Maintien en vigueur du régime antérieur à titre transitoire

Art. 66. Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relatives à la consultation syndicale dans des matières qui doivent faire l'objet d'une négociation dans des comités de négociation ou qui doivent faire l'objet d'une concertation, demeurent d'application jusqu'au 29e jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 37, alinéa 1er, est publiée au *Moniteur belge*.

Art. 67. Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs qui ont trait aux services sociaux demeurent d'application jusqu'à la date ou aux dates qui seront fixées par arrêté de l'Exécutif.

Section 3. — Dispositions transitoires en faveur des organisations syndicales

Art. 68. L'organisation syndicale qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente disposition, est agréée sur base des statuts syndicaux antérieurs, conserve cet agrément ainsi que les prérogatives y attachées jusqu'à la date de la publication du *Moniteur belge* de la liste visée à l'article 37, alinéa 1er, à condition que, dans le mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté est publié au *Moniteur belge*, cette organisation se conforme à l'article 12 de l'arrêté du 5 avril 1984.

Art. 69. L'organisation syndicale visée à l'article 68 qui, à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* jouit de prérogatives en vertu de statuts syndicaux antérieurs, continue à les exercer aussi longtemps que les dispositions de ces statuts ne sont pas expressément modifiées ou abrogées.

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 70. L'arrêté du 5 avril 1984, à l'exception de l'article 7, et le présent arrêté entrent en vigueur aux dates ci-après, conformément à l'annexe au présent arrêté :

1° le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté est publié au *Moniteur belge*;

2° pour chaque organisme relevant de la Communauté française, le jour de la publication au *Moniteur belge* de la liste, visée à l'article 35, des organisations syndicales représentatives pour siéger au comité de négociation de cet organisme;

3° le trentième jour après la date définie au 2°.

Art. 71. Notre Ministre Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures et notre Ministre des Affaires sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 1985.

Le Ministre Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

Annexe

Entrée en vigueur de l'arrêté du 5 avril 1984 et du présent arrêté:

A. Rappel des dates :

- (a) Le 1er jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel l'arrêté est publié.
 (b) Le jour où est publiée la liste visée à l'article 35 du présent arrêté.
 (c) Le trentième jour après la date « b ».

B. Entrée en vigueur de l'arrêté du 5 avril 1984 :

Articles			
1	a		
2			
3 § 1	a		c
3 § 2			
3 §§ 3, 4	a		c
3 § 5			
4 §§ 1 à 6	a		c
4 § 7			
4 § 8	a		c
5 § 1	a		
5 § 2			
5 §§ 3, 4	a		c
6 § 1			
6 § 2	a		c
7	-	-	-
8 à 10	a		
11		b	
12	a		
13		b	
14, 15	a		

C. Entrée en vigueur du présent arrêté :

Articles			
1	a		
2, 3			
4, 5	a		c
6 à 11		b	
12	a		
13			
14, 15	a		c
16			
17 à 20	a		c
21 à 23			
24 à 41	a		c
42 à 58		b	
59			
60	a		c
61			
62 à 71	a		c

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 mars 1985.

Le Ministre Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,
 Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,
 Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,
 R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 503

15 MAART 1985. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende wijziging en uitvoering van het besluit van de Executieve d.d. 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 13, §§ 3, 5 en 6;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid artikel 11, § 1, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 4 d.d. 18 april 1967;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap (R.T.B.F.), inzonderheid artikel 9, §§ 4 en 23, alinea 2;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een Commissariaat Generaal bij de Internationale Betrekkingen, inzonderheid artikel 1;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn (N.W.K.) (Kind en Gezin), inzonderheid artikel 19, § 2;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies bij het Instituut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bevoegd is inzake personeel en begroting, gegeven op 21 december 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap belast met de culturele aangelegenheden en de buitenlandse betrekkingen en Onze Minister van Sociale Zaken,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° « het besluit van 5 april 1985 », het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

2° « personeelsleden », de personen op wie de bij het besluit van 5 april 1984 ingestelde regeling van toepassing is;

3° « instellingen », de instellingen van openbaar nut, op de personeelsleden waarvan de bij het besluit van 5 april 1984 toepasselijk wordt verklaard;

4° « representativiteitsvoorwaarden », de in artikel 8, 1°, 2° en 3° van het besluit van 5 april 1984 vermelde voorafgaande voorwaarden om als representatief te kunnen worden beschouwd;

5° « representativiteitscriteria », de in artikel 8, 4° van het besluit d.d. 5 april 1984 bedoelde criteria inzake het ledenaantal van de vakorganisaties;

6° « de Commissie », de in artikel 9 van het besluit van 5 april 1984 bedoelde commissie die de representativiteit onderzoekt;

7° « de Minister », het lid van de Executieve onder wie het personeel ressorteert.

HOOFDSTUK II. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de onderhandelingen en het overleg

Art. 2. § 1. De onderhandelingen bedoeld in artikel 2 van het besluit van 5 april 1984 en het overleg bedoeld in artikel 6 van dat besluit zijn niet vereist :

1° wanneer de te treffen maatregel betrekking heeft op de organisatie van 's lands veiligheid of defensie;

2° bij natuurrampen in de zin van artikel 2 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

3° bij rampen en plagen zoals brand, epidemieën en epizootieën in de zin van artikel 3, 5e van titel XI van het decreet van 16-24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie;

4° in de andere door de Executieve bepaalde gevallen, na onderhandeling overeenkomstig de bepalingen van het besluit van 5 april 1984.

§ 2. De overheid is verplicht, voor elke maatregel bedoeld in § 1, haar beslissing, niet tot onderhandelen of overleg over te gaan, te motiveren.

Art. 3. De maatregelen die na onderhandeling of overleg worden getroffen, vermelden de datum van het protocol of van het gemotiveerd advies respectievelijk bedoeld in artikel 10, § 2 van bijlage 1 bij het besluit van 5 april 1984 en in artikel 6, § 1, derde lid, van dat besluit.

TITEL II. — Vakbondsactiviteiten

HOOFDSTUK I. — *De erkenning*

Art. 4. § 1. De vakorganisaties worden erkend bij de instelling van openbaar nut onder wie het personeel ressorteert wiens beroepsbelangen zij verdedigen, vanaf het tijdstip dat zij aan de voorzitter van het onderhandelingscomité opgericht voor de instelling krachtens artikel 3 van het besluit d.d. 5 april 1984, bij een ter post aangetekende brief een afschrift van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders hebben doen toekomen.

§ 2. Zodra de voorzitter van het onderhandelingscomité die stukken heeft ontvangen, bezorgt hij er een afschrift van aan de leidinggevende ambtenaar van de betrokken instelling en laat hij de benaming, het adres, het telefoonnummer en de werkingssfeer van iedere erkende vakorganisatie in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken. Hij laat eveneens de wijzigingen bekendmaken die in die gegevens worden aangebracht.

Art. 5. § 1. De erkenning van de vakorganisaties wordt ingetrokken wanneer zij de wijzigingen die in hun statuten of in de lijst van hun verantwoordelijke leiders zijn aangebracht, niet binnen drie maanden ter kennis brengen van de bevoegde overheid bedoeld in artikel 4, § 1.

§ 2. De intrekking gebeurt bij een met redenen omklede beslissing van bovengenoemde overheid. De betrokken vakorganisatie wordt vooraf verzocht één of meer van haar verantwoordelijke leiders uitleg te laten verschaffen.

§ 3. Binnen tien dagen na de beslissing tot intrekking, wordt de vakorganisatie bij een ter post aangetekende brief ervan in kennis gesteld. De beslissing wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *De prerogatieven van de vakorganisaties**Sectie 1: De prerogatieven van de erkende vakorganisaties*

Art. 6. Elk personeelslid kan, op ieder tijdstip, vragen om door een erkende vakorganisatie te worden bijgestaan. Het betrokken personeelslid is nochtans verplicht onmiddellijk de verklaringen af te leggen die zijn hiërarchische meerderen dringend noodzakelijk achten voor de goede werking van de dienst.

Art. 7. De berichten van de erkende vakorganisaties worden pas *ad valvas* bekendgemaakt in de lokaliteiten van de diensten van het personeel waarvan zij de beroepsbelangen verdedigen, nadat zij voor kennisneming gevisieerd zijn door de leidinggevende ambtenaar van de instelling.

Het visum wordt onmiddellijk gegeven. Onverminderd de bepalingen van artikel 56 van onderhavig besluit, kan het visum alleen worden geweigerd indien het bericht de waardigheid van personen, instellingen of andere vakorganisaties schaadt.

De gemotiveerde weigering moet binnen 24 uur per aangetekende brief aan de betrokken vakorganisaties worden medegedeeld.

De mandatarissen van de bewuste vakorganisatie kunnen beroep aantekenen bij de leidinggevende ambtenaar van de instelling. De berichten worden *ad valvas* aangeplakt op goed zichtbare plaatsen die vooraf door de overheid zijn aangewezen.

Art. 8. De erkende vakorganisaties ontvangen, op hun verzoek en volgens de door de overlegcomités vastgelegde modaliteiten, de documentatie van algemene aard die betrekking heeft op het t.o.v. het personeel dat zij vertegenwoordigen gevoerde beleid, met uitsluiting van de stukken waarvan alleen ter plaatse inzage kan worden genomen.

Sectie 2: De prerogatieven van de representatieve vakorganisaties

Art. 9. De leidinggevende ambtenaar van de instelling of zijn afgevaardigde, bepaalt in gemeenschappelijk overleg met de betrokken representatieve vakorganisaties, de modaliteiten volgens welke deze vakorganisaties in de dienstlokale lidgeden mogen innen.

Art. 10. Iedere representatieve vakorganisatie heeft het recht, zich door een afgevaardigde te laten vertegenwoordigen in de examencommissie van elk examen of vergelijkend examen voor aanwerving van personeelsleden, alsmede in de examencommissie van elk vergelijkend examen, van elke test of van elk examen georganiseerd voor de personeelsleden.

Op verzoek van de representatieve vakorganisaties kan het aantal afgevaardigden door de leidinggevende ambtenaar van de instelling worden verhoogd.

Het verzoek moet gemotiveerd zijn door het aantal deelnemers aan het examen of door de op splitsing van een examen in onderscheiden specialisaties.

De afgevaardigde mag zich niet bemoeien met het normaal verloop van het vergelijkend examen, van de test of van het examen en mag niet deelnemen aan de beraadslaging van de examencommissie noch aan de voorbereidende vergaderingen, behoudens om er de inlichtingen te ontvangen omtrent zijn aanwezigheid bij elk examengedeelte of m.b.t. de organisatie ervan.

Hij mag evenwel zijn opmerkingen over het verloop van de examens laten optekenen.

Hij mag kennis nemen van het examenverslag. Zijn opmerkingen ter zake worden in de vorm van een bijlage bij het verslag gevoegd.

Art. 11. De representatieve vakorganisaties mogen, zelfs tijdens de diensturen, vergaderen in de lokalen van de instellingen bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 5 april 1984.

De plaats, de dagen en de uren van de vergaderingen worden in gemeenschappelijk overleg met de leidinggevende ambtenaar van de instelling of zijn afgevaardigde vastgesteld.

TITEL III. — *De onderhandelingen*HOOFDSTUK I. — *Bijzondere Comités*

Art. 12. § 1. Er wordt een bijzonder Comité opgericht, belast met de regeling van de geschillen inzake financiële, economische en sociale informatie verstrekt aan de adviescommissie van de R.T.B.F.

Indien het Comité niet tot een akkoord komt, beslist de Voorzitter.

§ 2. Er wordt een bijzonder Comité opgericht, belast met :

1. het uitwerken van algemene richtlijnen m.b.t. de toepassing van het bij besluit van 5 april 1984 vastgelegd stelsel, inzonderheid m.b.t. :

- de werking van de overleg- en onderhandelingscomités;
- de prerogatieven van de vakorganisaties;
- het optreden van de vakbondsafgevaardigden in de instellingen waarop het bij besluit van 5 april 1984 vastgelegd stelsel van toepassing is;

2. het uitbrengen van de adviezen over de geschillen inzake de toepassing van het bij besluit van 5 april 1985 en onderhavig besluit vastgesteld stelsel.

§ 3. De Minister kan de bijzondere comités oprichten, noodzakelijk voor de goede werking van het syndicaal statuut van de instellingen.

Art. 13. De bijzondere comités leggen hun werkingsreglementering vast op basis van bijlage I van het besluit van 5 april 1984. Zij vergaderen, hetzij op verzoek van hun voorzitter, van de overheid die de instellingen beheert of van een van de afvaardigingen van de representatieve vakorganisaties vertegenwoordigd in een van de onderhandelingscomités.

Art. 14. § 1. Met uitzondering van het bijzonder comité vermeld in artikel 12, § 1, worden de bijzondere comités voorgezeten door de Minister of door zijn afgevaardigde.

De Voorzitter van het bijzonder comité bepaald in artikel 12, § 1, wordt gekozen door de Minister, voor een periode van drie jaar, eenmaal vernieuwbaar, onder de personen die bevoegd zijn inzake financiële, economische en sociale aangelegenheden.

§ 2. Benevens de voorzitter, zijn de bijzondere comités samengesteld als volgt :

1. diverse leden, door de Executieve gekozen onder de personeelsleden van de betrokken instellingen, in aantal gelijk aan het aantal leden bepaald in 2°. De leidinggevende ambtenaar van de R.T.B.F. is van rechtswege lid van het bijzonder comité bepaald in artikel 12, § 1.

2. ten minste één afgevaardigde voor elke representatieve vakorganisatie in de instelling waarvoor op de agenda van het bijzonder comité, problemen zijn ingeschreven.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen gemeenschappelijk voor de onderhandelingscomités*

Art. 15. Elke vakorganisatie stelt, binnen de perken vermeld in bijlage I bij het besluit d.d. 5 april 1984, naar eigen goeddunken haar afvaardiging bij de onderhandelingscomités vast.

Art. 16. Noch de afwezigheid van één of van verscheidene leden van de afvaardiging van de overheid, noch de afwezigheid van één of van verscheidene afvaardigingen van de vakorganisaties, maakt de geldigheid van de onderhandelingen nietig indien zij op regelmatige wijze werden uitgenodigd, in door de reglementering inzake de werking van de comités voorgeschreven vormen.

Art. 17. De werkingskosten van elk comité zijn ten laste van de instelling waarvoor het bevoegd is.

De werkingskosten van de bijzondere comités zijn ten laste van de diensten van de Minister.

TITEL IV. — *Het Overleg*

Art. 18. § 1. Alle bevoegdheden die in privé-bedrijven zijn toevertrouwd aan de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, worden uitgeoefend door de overlegcomités die per diensten of groepen van diensten zijn opgericht of, bij ontstentenis, door de algemene comités voor overleg.

§ 2. Wanneer personeelsleden van eenzelfde instelling, die ressorteren onder verscheidene overlegcomités dezelfde gebouwen betrekken, kunnen de bevoegdheden bedoeld in § 1, in hun geheel of gedeeltelijk worden toevertrouwd aan speciale overlegcomités, op voorstel van het algemeen overlegcomité waaronder zij werden opgericht.

Art. 19. De personeelsleden belast met de leiding van de dienst veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, zijn van rechtswege lid van de afvaardiging van de overheid in de overlegcomités, telkens deze de bevoegdheid uitoefenen bedoeld in artikel 18.

Art. 20. Elke vakorganisatie stelt vrij haar afvaardigingen vast in de overlegcomités, binnen de perken opgelegd in artikel 4, § 6 van het besluit van 5 april 1984.

Art. 21. Noch de afwezigheid van één of meer leden van de afvaardiging van de overheid, noch de afwezigheid van één of meer afvaardigingen van de vakorganisaties, maakt de onderhandelingen ongeldig indien zij op regelmatige wijze werden opgeroepen, volgens de vormen die ter zake in de werkingsreglementering van de comités is opgenomen.

Art. 22. Een afschrift van de definitieve notulen van elke vergadering van de overlegcomités per dienst of groepen van diensten, wordt gestuurd naar :

1. de betrokken overheid;
2. de voorzitter en de effectieve en plaatsvervangende leden van het algemeen overlegcomité waaronder die overlegcomités werden opgericht;
3. de representatieve vakorganisaties.

Art. 23. De redenen waarom de beslissing van een overheid afwijkt van het gemotiveerd advies van een overlegcomité, worden binnen de termijn van één maand medegedeeld aan de leden van de afvaardiging van die overheid en aan de representatieve vakorganisaties.

TITEL V. — *Controle en Representativiteit*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 24. Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van het besluit van 5 april 1984, dient te worden verstaan :

1. onder « personeelslid » :

het personeelslid aangeworven in vast dienstverband, als stagiair, tijdelijke of aanvullende werkkraacht, zelfs indien het onder een arbeidscontract is in dienst genomen, en dat op de hierna vermelde referterdatum tot een instelling behoort die ressorteert onder een comité waarvoor de vakorganisatie, alvorens tot dat comité te worden toegelaten, de voorwaarden inzake representativiteit moet vervullen, met uitzondering van de personeelsleden aangeworven in het raam van het derde arbeidscircuit of het bijzonder tijdelijk kader;

2. onder « lijst van de personeelsleden » :

de lijst van het geheel van het sub 1. vermelde personeel;

3. onder « bijdrageplichtig lid » :

het personeelslid, met uitzondering van de personen aangeworven in het raam van het derde arbeidscircuit of het bijzonder tijdelijk kader, dat voor elke maand van het hierna vermelde « refertejaar » waarin de « refertedatum » valt, de vakbondsbijdrage heeft betaald;

4. onder « refertedatum » :

31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin het begin van elk in artikel 9, § 1 van het besluit van de Executieve d.d. 5 april 1984 bedoelde periode van zes jaar valt of, in voorkomend geval, 31 december van het jaar waarin de aanvraag voor tussentijdse controle bedoeld in artikel 9, § 2 van het besluit van 5 april 1984, is ingediend;

5. onder « refertejaar » :

het jaar waarin de refertedatum valt;

Art. 25. Het minimumbedrag van de individuele maandelijkse bijdrage bedoeld in artikel 10, 3° van het besluit van 5 april 1984, wordt berekend op basis van het laagste bedrag vermeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 waarbij aan sommige personeelsleden van de ministeries een gewaarborgde bezoldiging wordt toegekend.

De uitkomst van die bewerking wordt tot het lagere vijfvoud afgerond.

De wijzigingen aangebracht in het laagste bedrag bedoeld in alinea 1, zijn van toepassing voor de berekening van het minimumbedrag van de individuele maandelijkse bijdrage.

Art. 26. De eerste van de in artikel 9, § 1 van het besluit van 5 april 1984 bedoelde periode van zes jaar, gaat in op de datum vermeld in artikel 70, 1°.

HOOFDSTUK II. — *De controle van de representativiteitsvoorwaarden*

Art. 27. Elke vakorganisatie die zitting wenst te hebben in een onderhandelingscomité, richt daartoe een aanvraag tot de voorzitter van het speciaal comité, bedoeld in artikel 12, § 2.

De aanvraag wordt door een verantwoordelijk leider ondertekend en binnen de eerste dertig dagen van een van de in artikel 9, § 1 van het besluit van 5 april 1984 bedoelde periodes van zes jaar, bij een ter post aangetekende brief verzonden.

Indien de aanvraag te laat wordt ingediend, komt de vakorganisatie niet in aanmerking voor het onderzoek naar haar representativiteit.

Art. 28. § 1. Elke vakorganisatie aangesloten bij een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vakvereniging, die vraagt zitting te mogen hebben in een onderhandelingscomité en zich niet heeft geschikt naar artikel 12 van het besluit van 5 april 1984, voegt haar statuten en de lijst van haar verantwoordelijke leiders bij haar aanvraag.

Zij wordt, door dat feit zelf, erkend bij de betrokken instelling.

Zij is verplicht de wijzigingen die in haar statuten en in de lijst van haar verantwoordelijke leiders mochten worden aangebracht, binnen drie maanden bij een ter post aangetekende brief ter kennis te brengen van de voorzitter tot wie de aanvraag om zitting te mogen hebben in het onderhandelingscomité werd gericht.

§ 2. De voorzitter van het speciaal comité bedoeld in artikel 12, § 2 staat, voor die instelling, in voor het doorsturen van de documenten en inlichtingen respectievelijk bedoeld in artikel 4, § 2, aan de leidende ambtenaar van de betrokken instelling en voor de publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 29. De voorzitter van het speciaal comité, bedoeld in artikel 12, § 2, onderzoekt, binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag, of de vakorganisatie de voorwaarden inzake representativiteit vervult.

In bevestigend geval brengt hij zijn beslissing ónmiddelrijk ter kennis van de vakorganisatie.

In ontkennend geval, of indien blijkt dat de verschaafte gegevens hem niet in staat stellen een oordeel te vellen, deelt hij zijn bevindingen onverwijld mede aan de vakorganisatie en verzoekt hij haar, binnen een termijn van ten minste dertig dagen, die hij vaststelt, uitleg te verschaffen.

Het niet naleven van die termijn leidt tot de uitsluiting van het vervolg van de controleverrichtingen.

De voorzitter deelt zijn uiteindelijke beslissing binnen tien dagen na het verstrijken van die termijn mede.

De mededelingen aan de voorzitter en aan de vakorganisaties geschieden bij een ter post aangetekende brief.

Art. 30. Binnen tien dagen nadat hij heeft beslist over alle bij hem op regelmatige wijze ingediende verzoeken om zitting te hebben in een onderhandelingscomité, brengt de voorzitter van het speciaal comité bedoeld in artikel 12, § 2, de lijst van de vakorganisaties die de voorwaarden inzake representativiteit vervullen, ter kennis van de Commissie.

HOOFDSTUK III. — *Controle van de representativiteitscriteria*

Art. 31. Om te bewijzen dat ze voldoen aan de representativiteitscriteria, leggen de vakorganisaties aan de Commissie, op haar verzoek, de daartoe noodzakelijke en door een verantwoordelijke leider voor echt verklaarde documenten voor.

De Commissie onderzoekt de haar voorgelegde bewijsstukken en doet de nodige vaststellingen.

Art. 32. De verantwoordelijke overheid van de instellingen is verplicht, de Commissie, binnen de door haar vastgestelde termijn, alle inlichtingen te verschaffen die voor het vervullen van haar opdracht noodzakelijk zijn.

Art. 33. De vakorganisaties zijn verplicht, de Commissie, binnen de door haar vastgestelde termijnen en op straffe van uitsluiting van verdere tellingsverrichtingen, alle inlichtingen te verschaffen die voor het vervullen van haar opdracht noodzakelijk zijn.

Art. 34. De Commissie vraagt van bij de aanvang van haar controleverrichtingen, aan iedere vakorganisatie, een afgevaardigde aan te wijzen die de organisatie vertegenwoordigt bij de controleverrichtingen die op haar betrekking hebben.

Art. 35. Zodra de Commissie de lijst ontvangt van de vakorganisaties die vragen zitting te hebben in een onderhandelingscomité krachtens artikel 3 van het besluit van 5 april 1984, onderzoekt zij voor dat comité, zonder te wachten op de ontvangst van de lijsten van andere comités, welke vakorganisaties voldoen aan de representativiteitscriteria bedoeld in artikel 8 van het besluit van 5 april 1984.

De Commissie sluit, ten aanzien van ieder onderhandelingscomité, haar onderzoek zo spoedig mogelijk af en uiterlijk binnen drie maanden nadat zij de in alinea 1 bedoelde lijst heeft ontvangen.

Binnen tien dagen na het afsluiten van het onderzoek betreffende een bepaald comité, deelt de Commissie de volledige lijst van alle vakorganisaties die in dat Comité zitting kunnen hebben, mede :

1. aan de voorzitter van het speciaal Comité bedoeld in artikel 12, § 2;
2. aan de betrokken vakorganisaties, bij een ter post aangetekende brief;
3. aan de leidinggevende ambtenaar van de betrokken instelling.

Art. 36. De Minister kan, om dringende redenen en op een met redenen omkleed verzoek van de Commissie, voor de onderhandelingscomités die hij aanwijst, de in artikel 35 vastgestelde termijn van drie maanden verlengen.

Art. 37. De voorzitter van het speciaal comité bedoeld in artikel 12, § 2 laat binnen tien dagen na ontvangst van de kennisgeving vermeld in artikel 35, alinea 3, de lijst van de representatieve vakorganisaties voor het betrokken onderhandelingscomité, in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van de Commissie*

Art. 38. De Minister stelt ter beschikking van de Commissie, het personeel dat zij voor het vervullen van haar opdracht nodig heeft. Onder dat personeel wijst hij een secretaris en plaatsvervangers aan.

Art. 39. De werkskosten van de Commissie zijn ten laste van de begroting van de diensten van de Minister.

Art. 40. § 1. De leden van de Commissie komen in aanmerking voor de bepalingen inzake reis- en verblijfskosten die toepasselijk zijn op het personeel van de ministeries zoals ze zijn vastgesteld in :

- het koninklijk besluit van 24 december 1984 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfskosten toegekend aan de personeelsleden van de ministeries;
- het koninklijk besluit van 18 januari 1985 houdende algemene regeling inzake de vergoedingen en toelagen van die aard, toegekend aan het personeel van de ministeries;
- het koninklijk besluit van 26 maart 1985 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Zij worden te dien einde gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 en 17.

§ 2. De bepalingen die de in § 1 vermelde besluiten zouden wijzigen, vervolledigen of vervangen, zijn van rechtswege van toepassing op de leden van de Commissie.

Art. 41. De commissie stuurt aan de vakorganisaties de documenten terug die zij hadden voorgelegd, wanneer deze niet meer noodzakelijk zijn voor de uitoefening van haar controle-opdracht.

TITEL VI. — Personen die deelnemen aan de vakbondsactiviteiten

HOOFDSTUK I. — Opsomming van de vakbondsafgevaardigden

Art. 42. Vakbondsafgevaardigden zijn :

1. de verantwoordelijke leiders van een vakorganisatie die vermeld zijn in een van de lijsten bedoeld in de artikelen 4 en 37;
2. de vaste gemachtigden van die verantwoordelijke leiders;
3. de « vaste afgevaardigden », dat wil zeggen de personeelsleden die regelmatig en doorlopend de beroepsbelangen van het personeel behartigen en die als zodanig erkend zijn en vrijgesteld;
4. de leden van een afvaardiging van een vakorganisatie die vertegenwoordigd is in een onderhandelings- of overlegcomité, evenals de technici van die afvaardiging;
5. de personen door een vakorganisatie aangewezen om in het bijzonder één of meer prerogatieven uit te oefenen die krachtens de artikelen 7, 11 en 13 van het besluit van 5 april 1984 aan die organisatie zijn verleend;
6. de personeelsleden die deelnemen aan de werkzaamheden van de in een vakorganisatie opgerichte algemene commissie en comités;
7. de afgevaardigde van een vakorganisatie bij de commissie.

HOOFDSTUK II. — Verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden

Art. 43. De vakorganisaties zenden de lijst van de vaste gemachtigden van hun verantwoordelijke leiders, naar gelang van het geval, naar de voorzitter die zij, overeenkomstig artikel 4, de stukken met het oog op erkenning hebben toegezonden of naar diegene tot wie zij, overeenkomstig artikel 27, een aanvraag hebben gericht om zitting te hebben in een overlegcomité.

Die voorzitter geeft aan de verantwoordelijke leiders en aan hun vaste gemachtigden een legitimatiekaart af, waarvan het model wordt bepaald door de Minister.

Indien de verantwoordelijke leiders en hun vaste afgevaardigden in het bezit van hun kaart zijn, kunnen zij alle aan hun vakorganisatie toegekende prerogatieven uitoefenen.

HOOFDSTUK III. — De vaste afgevaardigden

Art. 44. De erkenning van een personeelslid als vast afgevaardigde moet worden verleend door de leidende ambtenaar van de instelling, op aanvraag van een verantwoordelijk leider van zijn vakorganisatie.

Het verlenen van de erkenning kan echter om dwingende dienstredenen gedurende ten hoogste vier maanden worden uitgesteld.

Wanneer betrokkene op de datum van het verzoek om erkenning geen beoordeling, waardebeoordeling of gelijkwaardig rapport heeft bekomen, hoewel op dat ogenblik de termijn is verstreken waarbinnen de op hem toepasselijke regeling voorziet in de toekenning van dergelijke vermelding, wordt het verlenen van de erkenning gedurende ten hoogste vier maanden uitgesteld; gedurende die periode wordt hem een vermelding toegekend. Is die termijn van vier maanden verstreken, dan is de erkenning verleend.

De leidende ambtenaar brengt zijn beslissing onverwijld ter kennis van de betrokkene, van dienst hiërarchische meerdere en, bij een ter post aangekende brief, van de belanghebbende vakorganisatie.

Art. 45. De leidende ambtenaar van de instelling die een personeelslid als vast afgevaardigde erkent, geeft hem een legitimatiekaart waarvan het model wordt bepaald door de Minister.

Indien de vaste afgevaardigde in het bezit is van zijn kaart, kan hij alle aan zijn vakorganisatie toegekende prerogatieven uitoefenen.

Art. 46. De erkenning kan slechts worden ingetrokken bij een met redenen omklede en enkel op gewichtige redenen gesteunde beslissing van de voorzitter van het bijzonder comité, vermeld sub artikel 12, § 2.

De voorzitter neemt een beslissing op basis van het advies van het sub artikel 12, § 2 vermelde bijzonder comité, na de betrokken vaste afgevaardigde en één of meer leiders van de betrokken vakorganisatie te hebben gehoord.

Art. 47. De voorzitter brengt zijn beslissing ter kennis van het personeelslid, van diens hiërarchische meerdere en, bij een ter post aangekende brief, van de belanghebbende vakorganisatie.

Art. 48, § 1. Het personeelslid dat als vast afgevaardigde is erkend, is van rechtswege met vakbondsverlof.

Als zodanig is hij niet onderworpen aan het hiërarchische gezag, maar wordt niettemin geacht in actieve dienst te zijn.

Hij blijft onderworpen aan de bepalingen die zijn persoonlijke rechten in die toestand regelen, inzonderheid het recht op wedde en weddeverhoging en bevordering in een hogere graad.

§ 2. Het als vast afgevaardigde erkende personeelslid voor wie op de datum van zijn erkenning een stelsel van beoordeling, van waardeering of van gelijkwaardig rapport van toepassing is, behoudt gedurende het vakbondsverlof de laatste vermelding die hem/haar vóór zijn erkenning werd verleend.

Indien hem vóór de erkenning geen vermelding werd toegekend, hoewel de op dat ogenblik vigerende regeling voorziet in een beoordeling, een waardering of een gelijkwaardig rapport, dan kan dit ook tijdens het vakbondsverlof niet gebeuren.

Het als vast afgevaardigde erkende personeelslid voor wie op de datum van zijn erkenning geen stelsel van beoordeling, van waardeering of een gelijkwaardig rapport toepasselijk was wordt, wanneer tijdens het vakbondsverlof een dergelijke vermelding moet worden toegekend, geacht de gunstigste vermelding te hebben bekomen die werd toegekend aan iemand uit zijn personeelsgroep.

§ 3. Wordt de vaste afgevaardigde door een ander ambtenaar van dezelfde instelling voorbijgestreefd, dan verkrijgt hij in overtal, op zijn aanvraag en volgens de bepalingen van zijn statuut, een bevordering of een andere soortgelijke verhoging in graad of in loopbaan, mits de volgende twee voorwaarden zijn vervuld :

- de betrokkene is sedert ten minste twee jaar met vakbondsverlof als vast afgevaardigde;
- de bevorderde ambtenaar wordt gerangschikt na de betrokkene :

1. in de rangschikking volgens anciënniteit;
2. in de rangschikking die met het oog op bevordering of enige andere soortgelijke verhoging in graad of in loopbaan is vastgesteld door hun eigen statuut.

De bevordering of enige andere soortgelijke verhoging in graad of in loopbaan wordt aan de vaste afgevaardigde toegekend op de datum van de bevordering naar aanleiding waarvan hij is voorbijgestreefd. De eventuele ranginname mag niet verder teruggaan dan die bevordering.

De vakbondsafgevaardigde kan geen bevordering bekomen omdat hij werd voorbijgestreefd, zonder de krachtens het statuut van de instelling voor een bevordering vereiste graadanciënniteit.

§ 4. Het vakbondsverlof van de vaste afgevaardigde houdt op wanneer hij erom verzoekt, wanneer zijn vakorganisatie daartoe besluit of ook nog wanneer de erkenning wordt ingetrokken.

De vaste afgevaardigde die geen aanspraak heeft kunnen maken op de toepassing van § 3 wordt aan het einde van zijn verlof opnieuw tewerkgesteld in de betrekking of het ambt dat hij voorheen bekleedde.

De vaste afgevaardigde die aanspraak heeft kunnen maken op de toepassing van § 3 wordt tewerkgesteld in een vacant ambt of een vacante betrekking die overeenstemt met zijn graad voor zover hij de vereiste voorwaarden vervult of zoniet, en tot een dergelijke betrekking vacant wordt, in het ambt of in de betrekking die vóór zijn verlof door hem werd bekleed.

Art. 49. § 1. Vóór het einde van ieder kwartaal betaalt de vakorganisatie de instelling een bedrag terug dat gelijk is aan het totale bedrag van de bezoldigingen of weddetoelagen, vergoedingen en toelagen die gedurende het vorige kwartaal aan de vaste afgevaardigde werden betaald of te zijnen bate werden overgemaakt.

Te dien einde deelt de leidende ambtenaar van de instelling aan de vakorganisatie het te betalen bedrag mede evenals de benaming en het nummer van de desbetreffende rekening.

§ 2. De beheersorganen van een instelling kunnen erover beslissen om van de betaling af te zien, volgens de modaliteiten die zij bepalen voor de vaste afgevaardigden die deelnemen aan een overlegcomité.

Art. 50. Indien de in artikel 49 vermelde betalingen niet binnen de vastgestelde termijn zijn verricht, maant de leidende ambtenaar bij een ter post aangetekende brief, de vakorganisatie aan de nodige betalingen binnen veertien dagen te verrichten. De vakorganisatie wordt vooraf verzocht één of meer van haar verantwoordelijke leiders nadere toelichting te laten verstrekken.

Is het gevolg dat aan de aanmaning is gegeven of de toelichting van de verantwoordelijke leider onvoldoende, dan stelt de leidende ambtenaar de voorzitter van het sub artikel 12, § 2 vermelde bijzonder comité daarvan in kennis.

Deze trekt, op advies van het sub artikel 12, § 2 vermelde bijzonder comité, bij een met redenen omklede beslissing, de erkenning in van de vaste afgevaardigde van de betrokken vakorganisatie voor wie de betaling niet werd uitgevoerd.

HOOFDSTUK IV

Bepaling geldend voor de verantwoordelijke leiders, voor hun gemachtigden en voor de vaste afgevaardigden

Art. 51. De vakbondsafgevaardigde aan wie een legitimatiekaart is toegekend, zendt deze terug naar de overheid die ze hem heeft afgeleverd, zodra zijn opdracht ten einde loopt.

HOOFDSTUK V. — *De overige vakbondsafgevaardigden*

Art. 52. § 1. Een personeelslid-vakbondsafgevaardigde bekomt van rechtswege, gedurende de daartoe vereiste tijd, vakbondsverlof om deel te nemen aan de werkzaamheden van de onderhandelings- en overlegcomités waaronder hij ressorteert. Daartoe dient hij vooraf aan zijn hiërarchische meerdere, een persoonlijke occasionele oproeping of een doorlopende opdracht voor te leggen die uitgaat van een verantwoordelijke leider.

§ 2. Een personeelslid dat vooraf aan zijn hiërarchische meerdere een van de voorzitter van een onderhandelings- of overlegcomité uitgaande persoonlijke occasionele oproeping of doorlopende opdracht voorlegt, bekomt van rechtswege, gedurende de daartoe vereiste tijd, vrijstelling van dienst om deel te nemen aan de werkzaamheden van dat comité.

§ 3. In de oproepingen en opdrachten bedoeld in de §§ 1 en 2 wordt melding gemaakt van het onderhandelings- of overlegcomité waaraan het personeelslid verzocht wordt deel te nemen. In de occasionele oproepen worden bovendien de plaats, de dag en het tijdstip van de vergaderingen vermeld.

De voorzitter van het betrokken onderhandelings- of overlegcomité ontvangt door toedoen van de hiërarchische meerdere, een afschrift van de oproepingen en opdrachten bedoeld in § 1.

Hij deelt de naam van de personeelsleden die de vergadering niet bijwonen, mede aan hun hiërarchische meerdere.

Art. 53. De personeelsleden, die hun hiërarchische meerdere vooraf een persoonlijke oproeping voorleggen die uitgaat van een verantwoordelijk leider, bekomen van rechtswege en voor de daartoe vereiste tijd, vakbondsverlof om deel te nemen aan de werkzaamheden van de in de vakorganisatie opgerichte commissies en comités.

Art. 54. § 1. Een personeelslid dat vooraf aan zijn hiërarchische meerdere een oproeping of een persoonlijke machtiging voorlegt die uitgaat van een verantwoordelijk leider, bekomt van rechtswege en voor de daartoe vereiste tijd, vrijstelling van dienst voor het uitoefenen van een van de prerogatieven voormeld in de artikelen 7, 11 en 13 van het besluit van 5 april 1984.

De voormelde prerogatieven kunnen door het personeelslid slechts worden uitgeoefend binnen het gebied van het onderhandelingscomité waartoe de instelling behoort die hem tewerkstelt.

§ 2. Alle personen die niet door § 1 worden beoogd, kunnen de in die paragraaf vermelde prerogatieven uitoefenen, met dien verstande dat zij vooraf een persoonlijke opdracht of machtiging voorleggen die uitgaat van een verantwoordelijk leider.

Art. 55. De personeelsleden bekomen, op voorafgaand verzoek aan de bevoegde overheid, behalve bij volstrekte onverenigbaarheid met de behoeften van de dienst, gedurende de daartoe vereiste tijd, vrijstelling van dienst om deel te nemen aan de vergaderingen die de representatieve vakorganisaties in de lokalen beleggen.

HOOFDSTUK VI

Bepalingen die gelden voor alle vakbondsafgevaardigden

Art. 56. § 1. De vakbondsafgevaardigden zijn tot discretie gehouden met betrekking tot feiten of documenten van vertrouwelijke aard.

§ 2. De vakbondsafgevaardigden mogen geen feiten of documenten bekend maken die de bevoegde overheid vooraf als zijnde geheim heeft verklaard.

De schending van die regel heeft als gevolg dat :

1. de betrokken vakbondsafgevaardigde gedurende één jaar de in de artikelen 7, 11 en 13 van het besluit van 5 april 1984 vermelde prerogatieven niet mag uitoefenen;
2. wanneer het om een vast afgevaardigde gaat, zijn erkenning wordt ingetrokken en hij terug in dienst wordt geroepen; hij kan pas na verloop van één jaar opnieuw als vast afgevaardigde worden erkend.

De voormelde intrekking van de erkenning van een vast afgevaardigde gebeurt krachtens de artikelen 46 en 47 en heeft automatisch als gevolg dat de betrokkene gedurende één jaar de in de artikelen 7, 11 en 13 van het besluit van 5 april 1984 vermelde prerogatieven niet mag uitoefenen.

Voor de overige personeelsleden wordt de toepassing van de in alinea 2, 1^o bepaalde sanctie voorgesteld door hun hiërarchische meerdere nadat deze de betrokkene heeft gehoord. De beslissing ter zake wordt genomen door de voorzitter van het speciaal comité vermeld sub artikel 12, § 2, op advies van het overlegcomité van de instelling waartoe het betrokken personeelslid behoort.

§ 3. 1. De vertrouwelijke aard van een document kan in het overlegcomité worden betwist door de afgevaardigden van een representatieve vakorganisatie.

2. Wanneer er in het overlegcomité onenigheid bestaat, kan het geschil door één van de partijen worden voorgelegd aan het speciaal comité opgericht krachtens artikel 12, § 1 of artikel 12, § 2, naar gelang van het geval.

Art. 57. Het personeelslid — vakbondsafgevaardigde wordt gedurende zijn verlof of vrijstelling van dienst, — in de zin van deze titel en met het oog op de uitoefening van zijn vakbondsopdracht, i.v.m. de toepassing van de wetgeving inzake arbeidsongevallen en ongevallen op weg naar en van het werk, geacht zich te bevinden op de plaats waar zijn functie uitoefent.

Art. 58. De bepalingen betreffende :

1. tuchtregeling en tuchtstraffen;
2. schorsing in het belang van de dienst;
3. ontslag van ambtswege;
4. ontslag,

mogen niet worden toegepast voor de vakbondsafgevaardigden m.b.t. handelingen die zij in die hoedanigheid verrichten en die rechtstreeks verband houden met de door hen uitgeoefende prerogatieven.

Die handelingen mogen geen invloed hebben op het opstellen of het wijzigen van hun beoordeling of van enig ander gelijkwaardig rapport.

TITEL VII. — Wijzigings- overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van vroegere wetten

Art. 59. Artikel 1, § 4d van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, wordt aangevuld met de onderstaande alinea :

« Tot de sub alinea 4 vermelde instituten en instellingen behoren niet de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onderworpen is aan het stelsel ingesteld bij het besluit van de Executieve d.d. 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen binnen de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder de Franse Gemeenschap. »

HOOFDSTUK II

Wijzigingsbepalingen m.b.t. het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 5 april 1984

Art. 60. De onderstaande wijzigingen worden aangebracht in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen binnen de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder de Franse Gemeenschap :

1. Artikel 4, § 2 wordt vervangen door de onderstaande paragraaf :

« § 2. de overlegcomités kunnen worden opgericht binnen deze instelling per dienst of per groep van diensten, door het algemeen overlegcomité ».

2. Artikel 4, § 5 wordt geschrapt.

3. Artikel 4, § 6, alinea 1, 1^o en 2^o wordt vervangen door de onderstaande bepalingen :

« 1. een voorzitter aangesteld door de overheid belast met het beheer van de instelling van openbaar nut ».

« 2. effectieve leden aangesteld naar rata van twee leden voor elke representatieve vakorganisatie en een gelijk aantal leden aangesteld door de overheid belast met het beheer van de instelling van openbaar nut ».

4. Artikel 5 wordt aangevuld met een § 4, die luidt als volgt :

« § 4. de beslissing m.b.t. de participatie in het kapitaal van een bestaande onderneming of de oprichting van een onderneming waarin de R.T.B.F. zou participeren, zijn onderworpen aan voorafgaand overleg met de representatieve vakorganisaties, binnen de Adviescommissie ».

Art. 61. De onderstaande wijzigingen worden aangebracht in bijlage 1 van dat besluit :

1. Artikel 7 wordt vervangen door de onderstaande bepalingen :

« Art. 7. Het Comité dient een protocol uit te werken waarin het besluit van de onderhandelingen is vevat, binnen een periode van twee maanden vanaf de dag waarop het punt voor het eerst op de agenda van een vergadering wordt ingeschreven. Die periode kan worden verlengd wanneer de aanwezige delegaties het erover eens zijn.

Bij hoogdringendheid kan voormelde periode tot tien werkdagen worden beperkt, op verzoek van de afvaardiging van de Executieve ».

2. In artikel 8, § 1, werden de woorden « en protocollen » geschrapt.

3. Artikel 8, § 2 wordt vervangen door de onderstaande paragraaf :

« § 2. De voorzitter legt de ontwerpen van protocol voor akkoord aan de andere leden van de afvaardiging van de overheid voor, evenals aan de vakorganisaties binnen twee weken die volgen op het einde van de onderhandelingen.

De leden van de afvaardiging van de overheid en de vakorganisaties beschikken over tien werkdagen, vanaf de verzending van het document bij een ter post aangetekend schrijven, om hun opmerkingen aan de voorzitter mede te delen; de postdatum geldt als bewijs van verzending.

De voorzitter kan evenwel, op voorstel van een afvaardiging en nadat hij, binnen de voormelde termijn van tien dagen, de overige betrokken delegaties heeft gehoord, die termijn wijzigen.

Zo geen enkele tekstwijziging wordt voorgesteld, wordt het ontwerp de definitieve tekst van het protocol. In het tegengestelde geval, worden de opmerkingen onderzocht tijdens een vergadering die plaatsheeft binnen de maand die volgt op de voormelde termijn van tien dagen. Aan de hand van het onderzoek dat tijdens die vergadering gebeurt, maakt de voorzitter de definitieve tekst van het protocol op. Die tekst wordt door de afvaardigingen geparafeerd. De leden van de afvaardigingen en de vakorganisaties krijgen een afschrift van de definitieve tekst van het protocol toegestuurd. De voorzitter bezoekt de leden van de afvaardigingen en de vakorganisaties, die het protocol wensen te ondertekenen, zulks te doen binnen een termijn van dertig dagen.

De voorzitter kan die termijn verlengen, nadat hij de betrokken vakorganisaties heeft gehoord ».

4. Artikel 8 wordt aangevuld met de onderstaande paragraaf :

« § 3. Zo een punt bij hoogdringendheid wordt onderzocht, kan de tekst van de notulen of van het protocol tijdens de vergadering worden opgesteld en goedgekeurd ».

Art. 62. Bijlage III van dat besluit wordt aangevuld met de onderstaande bepalingen :

V. Participatie in het kapitaal of inzake de oprichting van een onderneming.

Punctuele mededeling van elk project m.b.t. participatie in het kapitaal van een bestaande onderneming of inzake de oprichting van een onderneming waarin de R.T.B.F. zou participeren.

Deze mededeling heeft betrekking op de basisinformatie opgemaakt aan de hand van de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende de reglementering van de inlichtingen van economische en financiële aard, te verstrekken aan de ondernemingsraden.

Jaarlijkse, periodieke of occasionele mededeling van de inlichtingen van financiële en economische aard, die na gemeenschappelijk overleg noodzakelijk worden bevonden, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 november 1973.

De bepalingen die het koninklijk besluit van 27 november 1973 zouden wijzigen, aanvullen of vervangen, zullen van rechtswege toepasselijk zijn.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Afdeling 1. — Tijdelijke bepalingen

Art. 63. Bij afwijking van artikel 24 en voor de eerste toepassing van de artikelen 8 en 9 van het besluit van 5 april 1984, wordt met « personeelslijst » de lijst van alle vastbenoemde personeelsleden bedoeld.

Art. 64. Bij afwijking van artikel 24 en voor de eerste toepassing van de artikelen 9 en 10 van het besluit van 5 april 1984, moeten onder « bijdrageplichtige leden » worden verstaan, de vastbenoemde personeelsleden die hun vakbondsbijdrage hebben betaald per maand of per trimester of, bij ontstentenis, bij wijze van vooruitbetaling, voor de laatste zes maanden die de maand waarin de referentiedatum valt, voorafgaan.

Art. 65. Met het oog op de toepassing van artikel 27, alinea 2 neemt de termijn van dertig dagen een aanvang vanaf de datum van inwerkingtreding van dit artikel.

Afdeling 2. — Handhaving, bij overgangsregeling, van het vroegere stelsel

Art. 66. De bepalingen van de vroegere syndicale statuten m.b.t. de syndicale raadpleging inzake aangelegenheden waarover de onderhandelingscomités zich moeten uitspreken of waarvoor overleg is vereist, blijven van toepassing tot de 29e dag na de datum waarop de subartikel 37, 1e alinea vermelde lijst, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 67. De bepalingen van de vroegere syndicale statuten m.b.t. de sociale diensten blijven toepasselijk tot de datum of data die bij besluit van de Executieve zullen worden vastgesteld.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen ten gunste van de vakorganisaties

Art. 68. De vakorganisatie die op de datum waarop deze bepaling in werking treedt, op basis van de vroegere syndicale statuten is erkend, behoudt die erkenning alsmede de daaraan verbonden prerogatieven tot de datum waarop de in artikel 37, alinea 1 vermelde lijst in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met dien verstande dat die organisatie — binnen de maand die volgt op de maand van de publikatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* — zich richt naar artikel 12 van het besluit van 5 april 1984.

Art. 69. De vakorganisatie waarvan sprake in artikel 68 en die op de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, prerogatieven heeft krachtens vroegere syndicale statuten, oefent deze verder uit zolang de bepalingen van die statuten niet uitdrukkelijk worden gewijzigd of opgeheven.

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 70. Het besluit van 5 april 1984, met uitzondering van artikel 7 alsmede onderhavig besluit, treden in werking op de volgende data, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde bijlage:

1. de eerste dag van de tweede maand volgend op die waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt;
2. voor elke instelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, de dag waarop de in artikel 35 vermelde lijst in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het gaat hier om de lijst van de representatieve vakorganisaties die voldoen aan de voorwaarden om zitting te hebben in het onderhandelingscomité van die instelling;
3. de dertigste dag na de sub 2 bepaalde datum.

Art. 71. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap belast met Culturele Aangelegenheden en Buitenlandse Betrekkingen en onze Minister van Sociale Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 1985.

De Minister-Voorzitter belast met Culturele Aangelegenheden et met Buitenlandse Betrekkingen

Ph. MOUREAUX

De Minister belast met Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister belast met het Gezondheidsbeleid en met Onderwijs,

R. URBAIN

Bijlage

Inwerkingtreding van het besluit van 5 april 1984 en van onderhavig besluit :

A. Herhaling van de data :

a) De eerste dag van de tweede maand volgend op die waarin het besluit wordt bekendgemaakt.

b) De dag waarop de lijst bedoeld in artikel 35 van dit besluit wordt bekendgemaakt.

c) De dertigste dag na de sub b) vermelde datum.

B. Inwerkingtreding van het besluit van 5 april 1984.

Artikelen			
1	a		
2			c
3 § 1	a		
3 § 2			c
3 §§ 3, 4	a		
3 § 5			c
4 §§ 1 à 6	a		
4 § 7			c
4 § 8	a		
5 § 1	a		
5 § 2			c
5 §§ 3, 4	a		
6 § 1			c
6 § 2	a		
7	-	-	-
8 tot 10	a		
11		b	
12	a		
13		b	
14, 15	a		

C. Inwerkingtreding van dit besluit :

Artikelen			
1	a		
2, 3			c
4, 5	a		
6 tot 11		b	
12	a		
13			c
14, 15	a		
16			c
17 tot 20	a		
21 tot 23			c
24 tot 41	a		
42 tot 58		b	
59			c
60	a		
61			c
62 tot 71	a		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 15 maart 1985.

De Minister-Voorzitter belast met Culturele Aangelegenheden et met Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister belast met Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister belast met het Gezondheidsbeleid en met Onderwijs,

R. URBAIN